



***Rapport de la deuxième mission du plan de
compagnonnage
7-19 septembre 2015***

Jean Philippe TONNEAU
Jeremy BOURGOIN

SEPTEMBRE 2015

Sommaire

Le projet de compagnonnage:	3
Objet du projet de compagnonnage	3
Contenu et résultats de la première mission de compagnonnage	3
Deuxième mission de compagnonnage	4
Objectifs :	4
Activités menées	4
Un projet fédérateur de recherche sur le fleuve Sénégal	5
Les enjeux.....	5
Contexte mondial de pressions sur les terres irriguées	5
Vallée du fleuve Sénégal : un modèle de riziculture intensive et d'agrobusiness.....	6
Des questions, aussi de recherche	6
Un programme de recherche sur le lac de Guiers.....	7
Des dynamiques exemplaires.....	7
Un observatoire des dynamiques territoriales et de la mise en valeur	8
Quelques propositions de travail à court terme	8
Contributions de Jeremy Bourgoïn à ce programme de recherche	9
Les aspects institutionnels	10
Les perspectives	10
Annexe	11
Annexe 1: Organisation de la mission :	11
Annexe 2 : Modèle de représentation et système d'indicateurs	14
Annexe 3 Projet GEODIFF	16
Annexe 3. Projet VALCHAIN	19
Annexe 5. Analyse de la durabilité des systèmes de productions	21

Le projet de compagnonnage:

Objet du projet de compagnonnage

Le projet de compagnonnage a été élaboré en 2013 pour la période 2013-2016. Il a été justifié par la volonté de transmettre des compétences en termes de recherche-action appliquée au territoire pour développer la gouvernance territoriale.

Ces compétences sont de plus en plus utiles au Cirad dans la mesure où les transformations des sociétés et des espaces ruraux peuvent exacerber les concurrences entre usages et produire des tensions et des conflits. Accompagner les sociétés dans l'aménagement et la gestion durable des territoires, par une participation accrue des acteurs, requiert une "ingénierie" spécifique. Cette "ingénierie" fournit des cadres de concertation multi-acteurs pour accompagner l'action publique dans une gestion durable des territoires (AXES 5 et 6).

La finalité du projet était d'accompagner le junior, en première affectation, dans sa maîtrise des outils d'ingénierie territoriale (techniques de recherche/action et d'animation de groupes, plateformes d'innovation, dispositif d'observation, etc.). Les objectifs du compagnonnage étaient de : i) analyser la place de l'information et de sa mobilisation dans les processus de développement, ii) Imaginer et développer les méthodes et outils de production, d'échange et de traitement des données et iii) rechercher des moyens d'améliorer la capacité des dispositifs d'observation à prendre en compte des visions multi-niveaux dans l'élaboration des politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire.

Le plan de compagnonnage avait été organisé dans une perspective d'appui à l'élaboration de projets de développement durable territorial. Des missions sur le terrain avec le junior dans une démarche "learning by doing" sont le principal moyen retenu pour mettre en œuvre ce compagnonnage. A chaque étape de la mise en œuvre d'un processus participatif de construction d'une plateforme d'innovation au niveau des villages et des territoires, le senior propose des techniques et apporte des compétences qui sont immédiatement appliquées dans des actions de terrains : enquêtes, diagnostic, animation de forum, exercices de prospective.

Des "points" lors de chaque passage du junior à Montpellier sont, par ailleurs, systématiquement organisés. Le contenu précis des actions est identifié au fur et à mesure du déroulement des activités.

Contenu et résultats de la première mission de compagnonnage

La première mission de compagnonnage a été organisée en janvier 2015. Il s'agissait lors de cette période d'une semaine de i) analyser de manière critique les travaux et les outils utilisés depuis l'arrivée de Jeremy Bourgoin (dans la phase de diagnostic préalable), ii) proposer des aménagements et de nouveaux outils, iii) tester les améliorations et les nouveaux outils dans 2 ateliers in situ, dans la commune de Ngnith. Ces ateliers avaient été consacrés à une reprise du diagnostic et à des travaux d'analyse perspective.

Une autre dimension avait été abordée lors de la mission, celle de l'institutionnalisation. L'institutionnalisation a été d'abord comprise comme la reconnaissance par les institutions partenaires des travaux réalisés. Cette institutionnalisation s'est basée sur le dialogue et la restitution des travaux aux partenaires.

En résumé, la première mission de compagnonnage avait consisté en des apprentissages liés aux aspects méthodologiques, in situ, dans le cadre de la réalisation d'ateliers sur le terrain et de la préparation et de la réalisation de restitutions aux principaux partenaires tant à Dakar qu'à Saint Louis. Le choix avait été fait d'associer les animateurs d'Enda¹, partenaire de terrain, à la formation pour garantir la réplication des travaux dans d'autres zones du fleuve et dans d'autres régions du Sénégal.

Deuxième mission de compagnonnage

Objectifs :

Pour cette deuxième mission, les objectifs concernaient :

- La consolidation méthodologique de la démarche et des outils, nécessaire à la mise en œuvre d'un dispositif d'information sur le fleuve Sénégal, à savoir :
 - Complément du diagnostic territorial
 - Exercice de prospective
 - Elaboration de projets de développement
- La formalisation des connaissances, accumulées sur le fleuve Sénégal autour des questions d'évaluation de la performance économique, sociale et environnementale des différents systèmes de production présents autour du Lac de Guiers.
- La définition des bases de ce que pourrait être un programme fédérateur de recherche du Cirad sur la Vallée du fleuve Sénégal
- Le renforcement des partenariats autour de ce préprogramme.

Activités menées

Pour atteindre ces objectifs, les travaux de la mission ont été organisés en trois ensembles.

- la validation des méthodes utilisées et des produits obtenus depuis janvier (durant toute la période).
- Des contacts et l'élaboration, chemin négociant, avec les partenaires des conditions d'affectation et du projet de recherche d'Amandine Adamczewski, chercheuse de Geau qui devrait regagner l'Université Gaston Berger en début d'année 2016, sur les thématiques "eau et foncier" (du 7 au 13 septembre).
- La participation à la préparation des interventions de l'équipe Tetis au séminaire du projet ITK², méthodes de formalisation des connaissances et choix des indicateurs du développement durable (du 7 au 13 septembre).

Le calendrier de la mission est présenté en annexe 1. Les parties ci-dessous développent plus particulièrement le programme de recherche fédérateur dans la vallée du fleuve Sénégal et les contributions de Jérémy Bourgoïn à ce programme.

¹ ENDA PRONAT, est une ONG du réseau international ENDA TIERS MONDE, basée à Dakar (Sénégal).

² Atelier sur les innovations techniques et indicateurs de durabilité sur la culture du coton (ITK-Aid-Coton)

Un projet fédérateur de recherche sur le fleuve Sénégal

Les enjeux

Contexte mondial de pressions sur les terres irriguées

L'augmentation des prix des produits agricoles a conduit de nombreux pays à attribuer des terres, considérées comme disponibles, à des pays déficitaires en terres arables et/ou à des investisseurs privés désireux de produire des cultures (Bouhey, 2010). Les terres irrigables sont parmi les plus recherchées.

Les périmètres irrigués ont longtemps été des espaces de gestion centralisée où l'État et ses institutions contrôlaient la terre et l'eau. La mise en valeur associait à la fois des "colons", agriculteurs familiaux, des "entrepreneurs patronaux" et des entreprises agro-industrielles. Les allocations en terre étaient différentes selon les catégories et dépendaient des "capacités d'investissement potentielles". Ainsi au Brésil, dans la région de Petrolina et Juazeiro (São Francisco), les colons disposaient de 7 hectares, les entrepreneurs de 40 h et les agro-industriels de plus de 500 h. Les systèmes des agriculteurs familiaux étaient généralement centrés sur la production de céréales, et les entreprises agro-industrielles sur des produits agro-alimentaires (cane à sucre...). Le colonat consistait en un système "très assisté", où le producteur avait une très faible autonomie tant dans les choix des cultures, des systèmes techniques, des conditions de commercialisation.

Au fil du temps les systèmes se sont complexifiés, le maraîchage et l'arboriculture se sont développés. Même quand ils ont connu des succès certains, la consolidation économique et l'autonomie des colons n'ont été que rarement assurées. Les colons sont restés très dépendants des sociétés d'aménagement (Codevasf, Office du Niger, SAED...). La question du foncier n'a jamais été réglée. Les colons n'ont pas obtenu les titres de propriété. Pourtant le marché foncier est actif, bien qu'illégal.

Le désengagement de l'Etat a mis fin aux politiques ambitieuses d'aménagement. La crise alimentaire de la fin des années 2000 a, au niveau mondial, favorisé les investissements privés ou des fonds souverains et induit une forte demande en terre. Les Etats, incapables d'investir, ont mis en place différentes stratégies pour offrir des terres à aménager à des investisseurs privés ou à des Etats. De nouveaux modèles de développement agricoles sont ainsi apparus : association public/privé pour les aménagements, associations entreprises agricoles/agriculture familiale dans l'appui à la production... La diversification des types de producteurs est généralisée (agrobusiness, colons petits investisseurs, entrepreneurs ruraux, etc...).

Les règles d'attribution de la terre et de l'eau, pensées dans le cadre du système Torrens où l'Etat est seul propriétaire de la terre ne sont plus adaptées à ces situations. Différents référentiels coexistent: droit de l'Etat souverain, droit coutumier, droit de la décentralisation et des communes... Pour faire face à des situations complexes et évolutives, au sein des territoires irrigués plus qu'ailleurs, de nombreux "arrangements" entre les différents acteurs (Ostrom, 1988 ; Chauveau, 1997 ; Beuret, 1999) adaptent le cadre légal. Les situations de pluralisme juridique et de millefeuille institutionnel sont fréquentes et sont sources de conflits dans les terres irriguées.

Vallée du fleuve Sénégal : un modèle de riziculture intensive et d'agrobusiness

Dans le cadre de ce contexte international de pressions sur les terres agraires et de marchandisation de l'espace agricole, les pouvoirs publics sénégalais ont entrepris des réformes politiques et institutionnelles qui traduisent une vision du développement rural orientée vers les secteurs hautement productifs et la promotion de l'entrepreneuriat privé agricole (Chouquer, 2012). La vallée du fleuve Sénégal (VFS) a été identifiée comme une zone de production agro-industrielle permettant de relever les défis de production agricole. Les politiques agricoles orientent le développement des terres irriguées du delta et de la vallée du fleuve Sénégal vers des systèmes de production de riziculture intensive. Ces orientations s'inscrivent dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), qui promeut l'agriculture commerciale, la modernisation de l'agriculture familiale et le secteur agro-alimentaire. Cette vision est traduite dans le cadre du Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).

Enfin, depuis 2014, le gouvernement a initié une réforme de la décentralisation dans le but de redynamiser le développement des territoires, et de territorialiser les ambitions du PSE et du PRACAS. Cet acte 3 de la décentralisation propose une redéfinition de l'architecture territoriale en érigeant les régions au statut de pôles de développement. De nouveaux acteurs, le plus souvent citadins, nationaux ou étrangers, financiers ou politiques, porteurs d'un nouveau modèle de développement agricole basé sur l'agrobusiness investissent le monde rural. Les agricultures familiales sont également fortement marquées par ces orientations : elles sont de plus en plus intégrées dans les filières.

Des questions, aussi de recherche

Le modèle pose des questions de mise en œuvre et durabilité : le développement de la riziculture irriguée est-il possible, compte tenu de coûts de production élevés ? La riziculture irriguée garantira-t-elle l'autosuffisance alimentaire en sachant que les villes devront modifier leurs habitudes alimentaires (brisures versus paddy) ? Quels seront les impacts sociaux, économiques et environnementaux des nouveaux projets ? Le pastoralisme est menacé : quel en seront les conséquences ? Comment réussir garantir l'intégration entre les différents systèmes, au moins dans une phase de transition ?

Ces questions générales sur les systèmes de production se traduisent en termes de gestion intégrée de l'eau et des terres. Compte tenu de la diversité des situations physiques et historiques le long du fleuve, quel serait le modèle optimal de gestion de l'eau et de la terre. Quelle serait la meilleure combinaison des ressources terre-eau-acteurs-capitaux sur les territoires du fleuve, aujourd'hui et à moyen terme dans une perspective de développement durable ?

Pour répondre à cette question quelques hypothèses méritent d'être testées. La première est que la quantité d'eau n'est pas un facteur qui limite le potentiel du delta et de la vallée ; le problème se pose en termes d'accès (comment et qui a accès ?) et de qualité de l'eau. La seconde est que les arrangements actuellement mis en œuvre, de manière spontanée ou institutionnelle peuvent donner des indications claires sur ce qui est possible de faire et des transitions à réaliser. En particulier, ils peuvent orienter les actions du projet PDIDAS.

Pour démontrer ces hypothèses, la recherche pourrait se baser sur une analyse de performance des différents systèmes de productions, en tenant compte de leur diversité (pastoralisme, système de décrue, riziculture familiale, riziculture d'entreprise, riziculture intensive, etc...). Les relations entre les acteurs et leurs territoires au sein de ces différents systèmes seraient aussi appréhendées par une analyse des différentes formes d'arrangements autour du foncier et de l'eau afin d'analyser les impacts économiques, sociaux et environnementaux. Pour développer les méthodes et contribuer à l'observatoire du foncier que veut mettre en œuvre l'UGB, le terrain d'études initial pourrait être la zone autour du lac de Guiers. Dans un deuxième temps, les contributions pourraient être utilisées dans des exercices de modélisation au niveau de la vallée comme un tout et des territoires le composant.

Un programme de recherche sur le lac de Guiers

Des dynamiques exemplaires

La zone du lac de Guiers est un espace où s'exerce une forte pression sur les ressources naturelles et foncières. L'eau potable de Dakar est pompée à partir du lac qui compte aussi des espaces de conservation. Le développement agricole des espaces autour du lac, peut être source de potentiels conflits d'usages (environnementaux, économiques et sociaux).

En effet, lors de ces dernières années, la mise en valeur des terres par des activités agricoles s'est développée à un rythme très soutenu, avec une augmentation des aménagements hydro-agricoles privés (Figure 1). L'accélération du processus d'aménagement agricole sur les rives du lac est la résultante du développement de l'investissement privé agricole depuis la fin des années 90. Malgré l'existence d'un Schéma Directeur d'Aménagement Agricole du Lac de Guiers, les modalités d'accès aux ressources foncières (location, affectation, attribution, etc.) par des entrepreneurs privés agricoles ont souvent été faites au détriment des communautés locales, notamment les agriculteurs et les pasteurs. Actuellement, on se dirige vers une saturation des espaces bordant le lac qui font l'objet d'une occupation anarchique et irrationnelle, avec une concurrence accrue autour de l'accès à l'eau et aux ressources foncières (PDMAS, SAED, 2009).

Cette situation d'ensemble soulève des interrogations concernant: (i) le défi de la gestion durable des ressources naturelles, surtout foncières; et (ii) les enjeux sociopolitiques qui renvoient au fait que la terre est une ressource sensible, sur les plans politique et social. Garantir un accès équitable au foncier constitue un gage de paix, de stabilité, et de développement économique et social équilibré. Par conséquent, les outils et mécanismes de gouvernance foncière pourraient servir d'instruments de pacification de l'espace, et d'objets intermédiaires pour discuter des interactions entre les acteurs et les usages autour du foncier.

Le cas du Lac de Guiers permettrait de réaliser une situation de référence et d'accompagner les actions prévues (remise en eau, aménagement...), d'enrichir les réflexions et d'aborder la question des usages non agricoles de la ressource en eau.

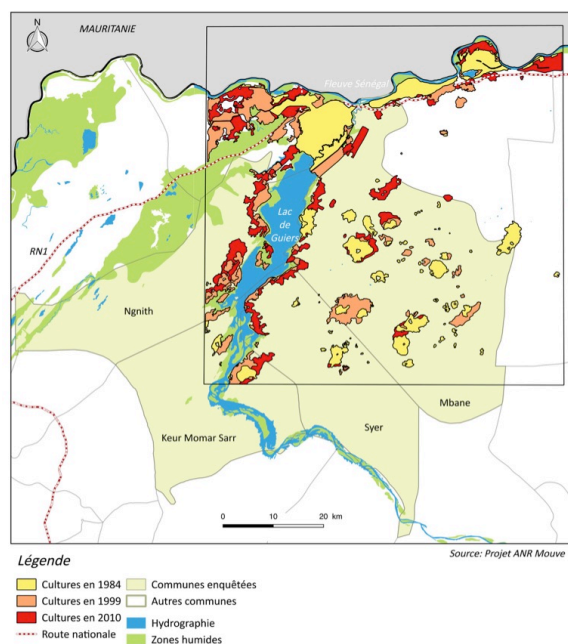


Figure 1. Historique d'occupation des zones cultures autour du lac de Guiers

Un observatoire des dynamiques territoriales et de la mise en valeur

Pour répondre aux questions de recherche listées, nous envisageons de contribuer à la mise en œuvre d'un observatoire scientifique sur la zone du delta-lac de Guiers, où un groupe de chercheurs pluridisciplinaires travaillant en réseau produirait des connaissances sur les dynamiques territoriales, l'évolution des systèmes de productions, les enjeux de gestions des ressources naturelles, etc. La mobilisation des connaissances acquises permettrait de mener des recherches de prospective avec l'objectif à terme de favoriser un débat et d'accompagner l'action publique. L'observatoire est défini comme un espace de débat autour des enjeux du territoire et de mutualisation/partage des connaissances acquises par l'observation. C'est aussi un instrument de production méthodologique où des outils innovants seront développés, testés et diffusés à d'autres (terrains et partenaires).

Quelques propositions de travail à court terme

Il existe une demande de l'OLAG, du PDIDAS et de l'UGB de collaboration. Cette demande est ambiguë. Le manque d'articulation entre les différents partenaires est patent. Le CIRAD et l'IRD ne peuvent jouer un rôle d'articulation : cela serait dangereux et éthiquement non acceptable. Mais les équipes peuvent être force de proposition vis à vis des partenaires, en particulier l'OLAG, en dessinant les contours d'un programme de recherche, en appui aux dynamiques actuelles.

L'idée serait de présenter, avant la fin de l'année, une note présentant un modèle, même sommaire, des dynamiques sur la zone du lac de Guiers. Ce modèle serait organisé autour : i) du choix d'un ensemble d'indicateurs de durabilité (système d'indicateurs) pour analyser les performances économique, social et environnementale ; ii) de la description des différents systèmes de production existants, en montrant leurs évolutions dans le temps ; iii) de l'analyse de la durabilité de ces différents systèmes; iv) de l'identification des tendances d'évolution ; v) d'une prospective en explorant différents scénarios sur les évolutions possibles, en particulier en fonction des dispositions concrètes du PDIDAS.

Ce modèle serait présenté au séminaire de lancement de l'Observatoire du lac de Guiers, que souhaite mettre en place OLAG.

Contributions de Jeremy Bourgoin à ce programme de recherche

Les contributions de Jeremy Bourgoin à ce programme de travail s'inscrivent dans les orientations qui lui avaient été données lors de la première mission du compagnonnage. L'objectif du travail de Jérémy Bourgoin est de construire un observatoire de la zone du delta du fleuve Sénégal et du Lac de Guiers, susceptible de rassembler un ensemble de chercheurs et d'autres acteurs du développement autour de la production de connaissances sur les dynamiques de ce territoire dont les ressources sont de plus en plus convoitées. Cette production de connaissances s'accompagnera d'un volet d'accompagnement pour faciliter la prise de décision dans un contexte de réformes de la gouvernance des territoires (acte 3 de la décentralisation et réforme du foncier).

Les contributions de Jeremy et du plan de compagnonnage se font sur les points suivants :

Choix d'un ensemble d'indicateurs de durabilité :

Le choix du système d'indicateur pour mesurer des impacts socio-économiques et environnementaux des différents systèmes de production n'a pas été finalisé. La démarche retenue sera adaptée au cours des prochains mois. Nous avons, durant la mission, à partir des travaux de l'atelier ITK, réfléchi à une méthode d'identification d'un système d'indicateur (annexe 2), déduit d'un modèle des dynamiques territoriales.

Diagnostic territorial et description des systèmes de production

Cet axe de recherche vise à la production d'informations objectives à destination des décideurs et de la société civile pour « rendre visible, l'invisible qui caractérise certains systèmes de production, en particulier, agropastoraux ». Ce travail se concentrerait sur : i) l'analyse des dynamiques de l'occupation des terres ; ii) l'analyse des modalités de gestion des terres ; et iii) l'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux d'exploitations familiales et d'exploitations agro industrielles.

Dans ce cadre, trois projets ont été initiés. Ils sont présentés en annexes 3, 4 et 5. Les trois projets sont complémentaires dans le sens où ils permettent d'obtenir un diagnostic fin sur la place réelle de l'agro-industrie et de ses impacts positifs et négatifs sur les producteurs qui les entourent. Au-delà de l'aspect diagnostique, ces projets permettent d'éclairer et de renseigner de manière la plus rationnelle possible un débat souvent idéologique opposant de manière schématique agro-industries et agricultures familiales.

Exercice de prospective et élaboration de projets de développement:

Cette deuxième phase a été identifiée pour accompagner les populations locales dans la définition de projets de planification du territoire. D'un point de vue méthodologique, nous avons décidé en janvier dernier que nous utiliserions des démarches de modélisation participative pour tester/jouer les différents scénarios développés et affiner des propositions concrètes de projets politiques de territoires; incluant entre-autres: innovations techniques, aménagement du territoire, règles de gestion et gouvernance. Ici deux projets sont identifiés. L'un a déjà été financé pour 2016 (EHES 10.000 euros) et l'autre est en attente de financement (projet financé par l'ONG Frère des Hommes, en partenariat avec Enda Pronat).

Les deux projets sont situés dans la zone du lac de Guiers et visent à accompagner les communautés d'éleveurs transhumants dans l'élaboration de propositions locales de développement et pour établir des plans alternatifs d'aménagement du territoire. Une série d'ateliers de consultations seront organisés pour faciliter l'expression de plans d'aménagements. Ces ateliers seront l'occasion de réfléchir sur la transition que les systèmes de production traditionnels devront gérer. Les participants aux ateliers devront donc aborder cet aspect prospectif en simulant des trajectoires vers un futur possible qui serait une gestion efficace et efficiente de l'espace, de l'eau et des pâturages.

Ces ateliers pourront être la base d'un travail de préparation des populations et des collectivités territoriales dans le cadre du PDIDAS. Ce projet est en effet basé sur la négociation entre 9 communes et des entreprises privées qui doivent déterminer les conditions contractuelles de mise en valeur d'espaces agricoles au sein des communes. Les entreprises privées devraient contribuer ainsi au développement de l'agriculture familiale et des territoires. Le risque d'asymétrie entre les partenaires est évident. Ce travail préparatoire permettrait de réduire cette asymétrie et donc de contribuer aux objectifs de PDIDAS de recherche de synergies entre les systèmes de productions, d'accompagnement de transitions et de valorisation durable de l'espace.

Les aspects institutionnels

Le volet institutionnel a été abordé par la préparation et l'organisation de restitutions à destination des principaux partenaires. Les restitutions ont concerné à la fois les résultats et les méthodes.

Les restitutions ont été organisées autour des points suivants :

- Présentation des enjeux méthodologiques de dispositifs d'analyse des dynamiques territoriales et d'évaluation des systèmes de production pour comprendre les enjeux liés au foncier et à la gestion des ressources naturelles.
- Présentation (et discussion) des enjeux territoriaux sur le fleuve Sénégal : développement de l'irrigation grâce à des investissements privés, transmission de propriété du domaine de l'Etat au domaine privé.
- Présentation de l'ensemble cohérent dans lequel les travaux de recherche s'inscrivent
- Présentation des actions à mener en lien avec les partenaires et identification de la place d'autres chercheurs en expatriation ou en perspective d'expatriation à court terme.
- Validation de l'orientation du travail.

Les perspectives

La prochaine mission se déroulera début 2016. Elle aura pour objectifs : i) d'analyser l'avancée des projets en cours, ii) d'orienter les projets de recherche à développer et iii) de soutenir l'institutionnalisation de l'observatoire scientifique sur la zone du Delta-Lac de Guiers.

L'enjeu est bien d'identifier des besoins de recherche qu'il conviendra d'articuler (avec l'UGB, le PDIDAS, et l'OLAG) dans la perspective de mise en place d'un observatoire autour de la question suivante : Quelles sont les meilleures combinaisons de systèmes pour une valorisation optimale de la terre et de l'eau en fonction d'objectifs de développement durable ?

Annexes

Annexe 1: Organisation de la mission :

Voici le calendrier de la mission de compagnonnage pour la période du 7 au 18 septembre 2015 :

Jour	lieu	Activités / personnes à rencontrées
Lundi 07/09/15	Dakar	08h30 DR Cirad Denis Depommier 10h30 DG ISRA Alioune Fall Déjeuner 14h AFD S. Gomis 16h00 Astou Diaw Camara (sociologue) (contact investisseur dans la vallée) + agents Cirad Green - Selmet
Mardi 08/09/2015	Dakar St Louis	10h CNCR (conseil national de concertation et de coopération des ruraux) Marius Dia 12h : PPZS Ibrahim Diop Gaye / Christian Corniaux + déjeuner 14- 15h Départ St Louis
Mercredi 09/09/2015	Dakar St Louis	Matin : ISRA St Louis (contact pris par J.C. Poussin) OLAG : Amadou Bocoum Sidy Fall Après midi : UGB St Louis: 14h UFR Agronomie Dir, Mateugue Diack 16h Directeur recherche, Oumar Diop Serigne Modou Fall (ancien Dir Girardel)
Jeudi 10/09/2015	St louis	8h Boubou Aldiouma Sy, responsable Leidi, représentant Dah Dieng UGB : 9h Intérimaire du Recteur SAED : Amadou Tiam

		UGB – Gestes : 13h/14h Alpha Ba 16h Projet PEDIDAS Directrice Ndeye Coura Mbaye Diop
Vendredi 11/09/2015	St Louis Dakar	Visite de terrain Delta + lac de Guiers 15h : Retour Dakar Poursuite de la visite de terrain st louis 17h Fatou Diop Sall Responsable Gestes
Samedi 12/09/2015	St Louis Dakar	8h Visite de la brèche 9h Retour Dakar 18h Denis Depommier débriefing de mission
Dimanche 13/09/2015	Dakar	Rédaction des comptes rendus de la mission sur le fleuve
Lundi 14/09/2015 au vendredi 18/09/2015	Dakar	Participation aux séminaires du projet ITK :
Jeudi 17/09/2015	Dakar	Rencontre avec la direction générale de l'ISRA
Vendredi 17/09/2015	Dakar	Rencontre avec les responsables de l'ENDA

Personnes rencontrées :

Denis Depommier, DR Cirad;

Astou Diaw Camara, intérimaire du DG de l'ISRA;

Christian Corniaux et Ibrahima Gaye PPZS;

Marius Dia, Coordinateur CNCR;

Amadou Bocoum DG OLAG,

Sidy Fall, OLAG;

Amadou Thiam Directeur Développement Appui aux collectivités SAED;

Ndeye Coura Mbaye Diop, PDIDAS:

M. Oumar Diop, directeur de la recherche, de la coopération et de l'innovation pédagogique,
directeur de l'UFR des Lettres et Sciences Humaines, Université Gaston Berger St Louis

M. Mateugue Diack, Directeur de l'UFR des Sciences Agronomiques d'Aquaculture et de Technologies
Agroalimentaire, Université Gaston Berger St Louis

M. Boubou Aldiouma Sy, responsable du laboratoire LEIDI, directeur adjoint de l'UFR des lettres et
Sciences Humaines, Université Gaston Berger St Louis

Pr Serigne Modou Fall, coordinateur du groupe de recherche GIRARDEL, M. Alpha Ba, membre du
groupe GESTES, Université Gaston Berger St Louis

Pr Fatou Diop Sall, coordinatrice du groupe de recherche GESTES, Université Gaston Berger St Louis

Pr Mbissane NGOM, directeur de l'UFR des sciences Juridiques, Université Gaston Berger St Louis

M. Alioune Fall, directeur général de l'ISRA,

Jean-Christophe Poussin IRD,

Bruno Barbier (G-Eau, CIRAD).

Annexe 2 : Modèle de représentation et système d'indicateurs

Les démarches scientifiques, qu'elles soient hypothético-déductives ou inductive mettent toujours en avant l'importance du modèle (Kuhn..., Nersessian, 1999). Un modèle est "*une représentation schématique de la réalité ...*" (Hagget, cité par Ferras 1998). Le modèle est une représentation explicite et donne une vision intégrée des enjeux en reliant les différents éléments qui le constituent par des relations sémantiques ou causales. Il permet de conserver un certain niveau de complexité tout en offrant une vue synoptique organisée et simplifiée de la réalité, accessible à l'ensemble des acteurs participants à son élaboration.

"L'activité de modélisation consiste à décrire de façon simplifiée une réalité complexe, en ne gardant que les éléments jugés importants, pour pouvoir appliquer des lois connues ou supposées sur les éléments ainsi modélisés, et aboutir à des explications ou à des prédictions (Berard, <http://math.univ-lyon1.fr/~jberard/cours-www.pdf>).

Les modèles sont construits à partir d'abstraction, de raisonnement analogique, d'expériences et de l'analyse d'un nombre limité de cas (Nersessian, 1992, citée par Gilbert & Boutler, 2000). Un modèle peut être numérique. Il s'exprime alors sous forme d'équations qui peuvent être implémentées dans une application informatique permettant de manipuler ce modèle et de réaliser des simulations. Un modèle peut être discursif. Sa qualité est alors directement liée à la cohérence du raisonnement. Un modèle peut également être un modèle analogique et prendre la forme de maquettes plus ou moins complexes, de schémas ou de toute autre représentation.

La modélisation participative vient en appui à un groupe d'acteurs – c'est-à-dire un ensemble de personnes physiques ou morales - qui décident de s'organiser en communauté pour s' "emparer" et traiter un enjeu prioritaire. La difficulté est d'intégrer plusieurs points de vue avec des perceptions, des intérêts, des perspectives d'actions, des localisations, des ressources territoriales, des pas de temps et des périodes différents. Armatte (2005) souligne l'intérêt du modèle pour confronter et intégrer de multiples points de vue. Le modèle tend à faire évoluer la façon de penser des différents acteurs dans la conception du problème (Joerin et Rondier, 2007). En tant qu'objet intermédiaire (Vinck, 1999), le modèle permet les échanges de points de vue et constitue ainsi "un support " au service de processus collectifs d'apprentissage. (Lemoisson et Passouant, 2012). La co-construction permet de partager l'analyse de la situation, de définir des actions communes et d'identifier les indicateurs d'évaluation de ces actions.

Comprendre un phénomène c'est bien sûr le décrire, mais c'est aussi et surtout connaître les conditions qui le produisent et les facteurs qui le font varier. Le modèle, surtout s'il s'attache à identifier les relations de causes à effets facilite la compréhension. Le modèle DPSIR (Driving Forces, Pressures, States, Impacts, Responses) est justement organisé pour mettre en évidence les relations de causes à effets.

Le modèle des dynamiques a pour objet la compréhension de la question. Le modèle DPSIR aide à la lecture de la complexité des mécanismes et dynamiques du phénomène "chlordécone". Les forces motrices (D de drivers) sont considérées comme les évolutions structurelles (économiques et sociales) externes au territoire mais qui l'influencent dans ses évolutions dynamiques. Ces forces motrices produisent des pressions (P), c'est-à-dire un ensemble de modifications (dégradations ou améliorations) de l'état (S) du niveau de ressources, des systèmes d'activités et du territoire, comme

un tout. L'effet de ces variations engendre des impacts (I) d'ordre environnementaux, sociaux ou économiques, plus ou moins perçus et acceptés par la société. Les réponses (R) sont les mesures publiques ou les comportements privés adoptés en réponse à la fois aux forces motrices, aux pressions, aux impacts... Ce modèle des dynamiques s'appuiera sur l'ensemble des connaissances existantes, en mobilisant connaissances scientifiques et connaissances "profanes"³ des acteurs.

Le modèle de l'action découle du modèle des dynamiques. Il s'agit de préciser les actions les plus pertinentes à mener. Ce sont des innovations à mettre en œuvre (grâce à des dispositifs de formation et d'expérimentation en milieu réel), des inventions à tester et à adapter et des recherches à mener. Les pratiques et réponses des acteurs sont analysées : en quoi répondent-elles aux phénomènes et dynamiques identifiés. Les pratiques seront éventuellement remises en question. Les besoins en recherche (y compris appliquée) seront définis. Le modèle de l'action est utilisé en prospective, pour imaginer des réponses lors de scénarios construits sur les évolutions possibles. Il permet l'élaboration d'un plan d'action. Le choix des actions pour réagir aux phénomènes observés peut, grâce à ce modèle, s'appuyer sur des simulations. L'élaboration du plan d'action s'accompagne de l'identification d'indicateurs de suivi d'actions, d'indicateurs d'état du territoire et de mesure d'impacts. Construit en fonction du modèle de l'action, le modèle de l'observation spécifie dans le détail les observations qui nourriront le système d'indicateurs: un état des lieux est produit pour valoriser les données existantes et planifier l'acquisition des données nouvelles nécessaires au calcul des indicateurs. L'ensemble des données est utilisé dans des ateliers de concertation, d'animation et de réflexion avec les acteurs, en leur fournissant, les informations adéquates pour piloter leurs objectifs ou pour répondre à leurs besoins d'information.

³ Connaissances acquises dans l'action, par le savoir vécu transmis, mais aussi conquise en réponse à une question, à un problème particulier.

Annexe 3 Projet GEODIFF

TITRE DE L'ACTIVITE : Suivi spatial d'innovations agricoles (GEODIFF)

JUSTIFICATIFS : L'adoption d'innovations et de technologies agricoles ainsi que la modification de pratiques de gestion peut avoir d'importants impacts sur les rendements, tout en limitant les externalités environnementales négatives. Evaluer les impacts de telles innovations sur différents indicateurs de développement demande de nombreux efforts en termes de suivi et d'évaluation. Malgré un nombre conséquent de projets travaillant sur cette question, il existe peu de données sur l'ampleur de l'adoption de technologies agricoles et leur diffusion sur les échelles spatiales et temporelles. Cartographier cette adoption demande aux chercheurs de soulever d'importants défis qui dépendent i) des caractéristiques de l'objet considéré, ii) de l'échelle, iii) de la disponibilité des données spatiales et statistiques.

OBJECTIF : Le projet propose de combiner des données multi-sources spatialement explicites pour définir un cadre d'analyse et d'évaluation de la diffusion d'innovations agricoles. Le choix des technologies sera fait avec les partenaires du projet.

METHODOLOGIE : Le projet s'organise autour de 3 parties:

Partie 1 : Diagnostic des connaissances et projets proposant des innovations agricoles. Cette première phase nous permettra de redimensionner le projet et d'en définir des contours plus clairs en identifiant, avec les partenaires du projet, la plus-value que pourrait apporter cette contribution de recherche. Les points particuliers de cette phase sont :

Bibliographie et entretiens avec les responsables (passés et présents) de projets de recherche et développement permettant un diagnostic des systèmes de productions au Sénégal et des innovations agricoles associées.

Atelier de restitution des conclusions du point précédent avec les partenaires du projet

Partie 2 : Suivi spatial d'une innovation agricole avec le partenaire de recherche CORAF. Cette phase qui s'est déroulée lors de l'atelier de lancement du projet a permis de choisir les semences améliorées portées par le projet West-Africa Seed Programme (WASP) du Coraf. En termes de méthodologie, voici ce qui sera mobilisé :

- Bibliographie sur l'innovation agricole spécifique
- Enquêtes auprès de personnes ressources sur la diffusion de semences améliorées dans le cadre du programme WASP
- Co-construction avec les responsables de programme d'un protocole de suivi spatial
- Collecte de données sur les zones de productions de semences améliorées à l'échelle nationale
- Enquêtes de terrain pour deux zones productrices de semences et analyse des mécanismes de diffusion
- Travail cartographique et géo-référencement de la diffusion spatiale
- Diffusion de la méthode au sein du programme et de la structure du partenaire Coraf

Partie 3 : Suivi de la dynamique d'agro-industrie au Sénégal (échelle nationale) et analyse de ses impacts sur les systèmes de productions et l'aménagement du territoire. Cette troisième phase se déroule en parallèle de la phase 2. Le partenaire principal avec lequel le projet travaille est le Cadre National de Concertation des Ruraux qui porte un intérêt au projet et avec lequel nous co-construisons l'approche méthodologique. Comme dans la phase précédente, l'objectif est de mettre en place des outils de suivi qui soient pérennes et objectifs. La méthodologie est organisée comme cela :

- Cartographie diachronique de l'étendue spatiale de l'agro-industrie à l'échelle nationale en combinant analyse d'images satellitaires, vérifications de terrain, compilation de données de littérature grise, enquêtes auprès de personnes ressources (structures agro-industries, OPs, ONG, paysans, etc.) et mise en ligne des résultats en utilisant des outils internet
- A l'échelle d'un territoire choisi en concertation avec le partenaire spécifique à cette phase, cartographie et caractérisation des systèmes de production
- Analyse des changements ressentis dans les agro-systèmes du fait de l'introduction de l'innovation sur le territoire et de la diffusion et adoption de pratiques et autres innovations apportées par l'agro-industrie
- Formation continue des partenaires du projet pour favoriser la pérennité de la démarche.

PLAN DE TRAVAIL : Le projet se déroule en 3 phases, liées aux 3 semestres qui le compose. La première phase est exploratoire et vise à définir avec précision les objectifs spécifiques du projet, en lien avec les partenaires recherche et développement. La deuxième phase vise à la réalisation des travaux en combinant analyses bibliographiques, visites de terrain et consultation des partenaires. Enfin la troisième phase permettra la finalisation des travaux et leur diffusion. Comme cela a été précisé plus haut, les activités 2 et 3 se déroulent en parallèle. Durant ces deux phases, les partenaires du projet seront amenés à co-construire les méthodes utilisées, ce qui implique une formation continue pour maximiser la reproductibilité une fois le projet clôturé.

COLLABORATIONS EXTERIEURES : Le projet associe une équipe du Cirad composée d'Elodie Valette, Jean-Philippe Tonneau, Agnès Bégué, Danny Lo Seen et une équipe du Coraf composée de Francis Konu et d'Aboubacar Njoya. Le projet mobilisera aussi des membres de la société civile Sénégalaise dans le cadre du projet visant à cartographier la dynamique agrobusiness.

RESULTATS ATTENDUS : La réalisation d'une étude incluant la conception d'une méthodologie d'évaluation de la diffusion spatiale d'une sélection de technologies agricoles en collaboration avec le programme WASP du CORAF. Des indicateurs agricoles seront cartographiés à l'échelle locale et régionale. Des vérifications-terrain seront effectuées localement. Des séries temporelles de données géospatiales permettront d'estimer l'extension de la diffusion des technologies agricoles sélectionnées, débouchant sur des tentatives de modélisation prospective.

La rédaction d'un rapport et d'une publication scientifique sera réalisée sur la méthodologie développée et sur l'interprétation des résultats obtenus, incluant des recommandations en direction des politiques publiques pour une meilleure promotion de l'adoption de technologies agricoles et un impact accru sur la sécurité alimentaire régionale.

La réalisation d'une étude de cartographie diachronique de la diffusion des agrobusiness à l'échelle nationale au Sénégal. Cette étude aura pour vocation d'initier un partenariat avec l'initiative Land

Matrix (<http://www.landmatrix.org/en/>) et les résultats de l'étude seront proposés pour la mise en œuvre d'un observatoire national de type Land Observatory (<http://www.landobservatory.org>).

L'étude des impacts socio-spatiaux des agro-industries dans la zone du Lac de Guiers, ponctuée par la rédaction d'un rapport et d'une publication scientifique

MODE DE TRANSFERT DES ACQUIS : Atelier de partage trimestriel avec les partenaires, publications des résultats sur un site web à construire avec la Land Matrix. Publications scientifiques dans les journaux de rangs A.

Annexe 4 : Projet VALCHAIN

TITRE DE L'ACTIVITE : VALCHAIN: Effets économiques et agronomiques des changements de gouvernance des chaînes de valeur alimentaires en Afrique

JUSTIFICATIFS : La sécurité alimentaire des ménages africains est fortement affectée par les changements de politiques mais aussi par les évolutions de la gouvernance privée des chaînes de valeur alimentaires : les investissements d'opérateurs privés dans la transformation, la contractualisation, et parfois l'accaparement foncier sont croissants et soutenus par les politiques publiques (Baris et Gergely, 2012 ; Le Roy, 2004; del Vilar et Lançon, 2014).

OBJECTIFS : L'objectif est d'évaluer l'effet de différents types de gouvernance privée et publique des chaînes de valeur alimentaires sur différents niveaux de performance : la sécurité alimentaire au niveau des ménages producteurs et consommateurs ; la durabilité des pratiques agricoles, en termes de reproduction de la fertilité des sols ; les inégalités d'accès au foncier. L'originalité et la valeur ajoutée du projet est la construction d'un cadre conceptuel qui manie les 3 formes de gouvernance, des aspects de sécurité alimentaire et de durabilité. L'intérêt et la généricité réside dans le fait d'identifier des chemins d'impacts entre ces différents aspects.

METHODOLOGIE : Le cadre d'analyse combine trois niveaux de gouvernance : les politiques publiques (influencées par des expériences et des idées qu'il s'agit de déconstruire) ; la gouvernance privée dans les chaînes de valeur en intégration croissante, entre le marché, le contrat et la gestion salariale (Gereffi, Humphrey et Sturgeon, 2005); la gouvernance territoriale, avec des conflits d'intérêt autour du foncier. Ces formes de gouvernance – combinées – influencent l'accès aux aliments par leurs effets sur les coûts, les prix, les revenus, la disponibilité, et la qualité des produits (Reardon et al., 2013); et également sur la gestion de la fertilité des sols. Par exemple, l'effet de la production à grande échelle d'une entreprise qui intègre production, transformation et commerce, sur la durabilité des pratiques agricoles peut être négatif s'il va de pair avec une intensification en termes d'apport d'intrants, une spécialisation des productions et une exclusion du pastoralisme ; mais certaines entreprises au contraire peuvent être intéressées par l'investissement dans des pratiques agro-écologiques.

Dans le cadre du projet, trois structures d'agro-industries seront identifiées. Des enquêtes en sociologie et géographie seront menées sur le terrain auprès des agro-industries mais aussi auprès d'un échantillon de ménages stratifié par un gradient de proximité autour des agro-industries. Les trois études de cas seront donc menées sur des exploitations vivrières faisant l'objet d'investissements de différentes échelles, modes de mise en marché et appui public : la CNT (Coumba Nor Thiam) qui a investi dans de la transformation du riz industrielle tout en gardant une activité de production sous forme salariale ou contractuelle, que l'on peut comparer aux entreprises de production familiale et de transformation artisanales ; la West African Farm (WAF) qui a investi dans des aménagements d'irrigation par aspersion pour du maraîchage en production salariale, tout en aménageant en irrigation gravitaire des terrains pour des agriculteurs familiaux et en communiquant sur sa fonction de « social business » ; Senhuile en polyculture vivrière. Ces études seront menées par des étudiants en géographie de l'université Gaston Berger de mai à septembre 2015 (co-encadrement Moisa et Tetis). Elles seront restituées lors d'un atelier participatif début 2016 dans la région de Saint Louis au Sénégal (organisé par l'unité Tetis). A la suite de cet atelier, un atelier sera organisé à Montpellier réunissant l'ensemble des partenaires, les indicateurs à collecter pour la

deuxième étape, seront raffinés et collectés par enquêtes auprès d'un échantillon de producteurs et informateurs-clés. Pour le riz au Sénégal, les indicateurs sur les revenus et la sécurité alimentaire sont déjà collectés dans le cadre d'une thèse de Moisa (Cirad).

PLAN DE TRAVAIL (CHRONOGRAMME) : Nous cherchons à comparer différents résultats de formes de gouvernance du foncier et des filières recourant à plus ou moins d'investissements de large échelle et à base salariale, contractuelle ou marchande. En 2015, nous chercherons avant tout à caractériser ces formes de gouvernance et leurs interactions (coopération, conflit, indépendance...), dans un deuxième temps, nous en analyserons les résultats. Les informations de la première étape seront collectées auprès de responsables d'exploitations agricoles vivrières ; les responsables de villages et de communautés rurales, de centres bancaires, de départements agricoles, la société civile (ONG), les riziers gérant la production (origine locale ou extérieure).

COLLABORATIONS EXTERIEURES : Des collaborations auront lieu avec ARTDEV, Cirad (Frédéric Lançon) et INRA-AGIR notamment pour les ateliers méthodologiques. Des contacts ont aussi été établis au Sénégal avec des partenaires de recherche (ISRA, Université de Saint Louis) et de développement (ENDA, SAED), et avec ONDR - Office National de Développement de la Riziculture en Côte d'Ivoire ; et aussi avec Qualisud-Cirad.

RESULTATS ATTENDUS et MODE DE TRANSFERT DES ACQUIS : Notre objectif est d'informer les parties prenantes et la communauté scientifique des effets de différents modes de gouvernance publique et privée des questions alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages producteurs et consommateurs, à court et long terme. Le cadre d'analyse élaboré fera l'objet d'une première application dans la vallée du Fleuve Sénégal. Nous sensibiliserons les décideurs politiques par des présentations auprès des gestionnaires du Programme National d'Autosuffisance en Riz et des agences de développement. Le cadre d'analyse et les résultats de son application seront publiés sous forme de policy brief et d'un article scientifique.

Annexe 5. Analyse de la durabilité des systèmes de productions

TITRE DE L'ACTIVITE : Recherche participative et plaidoyer sous régional pour un changement de politiques de développement en faveur de la sécurité alimentaire

JUSTIFICATIFS : Le contexte international fait ressortir une situation marquée par le débat sur le choix d'options de politique agricole, en lien avec un projet de société des Etats. A côté des tenants de l'option libérale majoritairement orientée vers une politique qui met au centre les préoccupations des agro industries, les organisations de la société civile sur la base de leurs expériences de terrain militent pour une agriculture axée autour des exploitations familiales. Cette vision partagée par de nombreuses organisations de producteurs n'est cependant pas toujours facile à défendre, face aux modèles et indicateurs économiques valorisés par les institutions financières internationales. C'est pour mieux prendre en compte ce contexte et produire des données dépassant le simple cadre des indicateurs macroéconomiques que cette démarche méthodologique intègre les réalités culturelles, économiques et sociales des communautés locales.

OBJECTIF : L'objectif principal est de mener une recherche participative pour mesurer les impacts socio-économiques et environnementaux des exploitations familiales et des exploitations agro industrielles. Cela permettra de renseigner le débat en cours sur ces modèles agricoles, souvent présentés comme antagonistes.

METHODOLOGIE : Pour permettre de renseigner la question de recherche de la manière la plus exhaustive possible, la démarche méthodologique adoptée combinera le recueil d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux. Dans la perspective de mieux comprendre les liens et relations entre agro-industries et agricultures familiales, nous procéderons par étapes, décrites ci-dessous :

Revue de la littérature et analyse critique au travers d'une grille de lecture. Cette revue intégrera des données de rapports (recherches, techniques, etc.), mémoires ou thèses, ouvrages, textes de lois, documents de politiques, documents de plaidoyers et articles de presse (journaux, web, etc.).

Enquêtes auprès d'acteurs et structures clés pouvant détenir de l'information sur les dynamiques actuelles : Ministère agriculture, Ministère Elevage, Ministère du travail, ONG (CNCR, CONCAD, FONGS, ENDA PRONAT, etc.), UGB, UCAD, ITA, ISRA, SAED, APIX, Gouvernances et Chambre de commerce.

Analyses cartographiques de la dynamique territoriale dans les zones d'études (Niayes et Delta du Fleuve Sénégal).

Collecte de données sur les deux terrains du projet auprès de 200 producteurs (désignés comme agricultures familiales dans les bases de données FONGS et CNCR) et de l'ensemble des industries privées. Un échantillonnage spatial sera réalisé pour choisir les producteurs à enquêter. Les indicateurs ci-dessous qui seront évalués :

- Description des exploitations familiales et des agro industries
- Indicateurs Socio-Economiques des EXFAM et des agro industries
- Indicateurs environnementaux des EXFAM et des agro industries
- Contraintes à la production des EXFAM et des agro industries

- Stratégies d'adaptation/gestion de la vulnérabilité des EXFAM et des agro industries dans leurs localités d'intervention
- Exploitation des données (statistiques et analyses spatiales) et discussion de la question de recherche

PLAN DE TRAVAIL (CHRONOGRAMME) :

Activités	Calendrier											
	Année 1						Année 2					
Evaluer et comparer les impacts socio-économiques et environnementaux des exploitations familiales et des exploitations agro industrielles, tant par rapport à la problématique foncière, que par rapport aux objectifs de développement de l'agriculture.												
1. Mettre à niveau les membres de l'équipe sur la méthodologie et les outils...	■	■										
2. Faire une revue de littérature sur la question...	■	■										
3. Dresser un répertoire des initiatives réalisées ou en cours sur question ...	■	■	■									
4. Organiser des enquêtes de base pour faire l'état des lieux ...												
• Développer des outils de collecte de données ...	■	■										
• Former des enquêteurs, des superviseurs d'enquêtes et les agents de saisie		■										
• Tester les outils et les valider		■										
• Développer le plan de sondage et tirer les sous échantillons dans zones de collecte		■										
• Tirer les cartes des districts régionaux de l'échantillon		■										
• Faire la collecte des données quantitatives et qualitatives		■	■	■								
5. Traiter les données d'enquête												
• Installer des logiciels de traitement de données et de cartographie					■							
• Proposer une grille de saisie (codification)					■							
• Faire la saisie informatique et constituer une base de données					■							
• Analyser les données d'enquête...					■	■						
6. Restituer et valider les résultats au sein des communautés concernées ...						■	■					

7. Rédiger un rapport de diagnostic.									
8. Capitaliser les expériences acquises.									
OS 2 : Identifier et mettre en place les conditions d'accès des populations à des informations fiables sur les politiques agricoles et réformes en cours.									
1. Animer les plates formes locales de défense du foncier pour l'information et la communication sur les politiques agricoles et réformes en cours									
2. Organiser une communication participative à travers les médias (radios rurales)									
3. Traduire les documents produits en langues locales à l'intention du public de chaque zone (communautés de base, élus locaux, organisations paysannes, organisations féminines).									
OS 3 : Créer les conditions de partage et de diffusion des résultats de la recherche et des propositions d'alternatives paysannes niveau national et à travers le réseau COPAGEN sous régional afin de renforcer le plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale.									
1. Suivre et documenter le déroulement du processus en élaborant des documents multimédias...									
2. Impliquer des organes de presse audiovisuelle et écrite en vue de faciliter la diffusion des résultats et impacts auprès du grand public.									
3. Publier un ouvrage pour synthétiser les principaux résultats pour une large diffusion au niveau de la recherche et des scientifiques.									
4. Publier des brochures ("polibrief") pour une large diffusion au niveau des politiques (parlementaires, Etat, ONG). Assurer des productions de presse (reportages, débats, articles etc.) dans les médias retenus.									
5. Organiser un atelier national pour présenter et partager les résultats ...									
6. Organiser des ateliers sous régionaux pour partager la démarche, les résultats de la recherche avec les pays membre de la COPAGEN et élaborer une stratégie de plaidoyer									

COLLABORATIONS EXTERIEURES : Le projet porté par Enda Pronat associe l'UGB Gestes et le Cirad/ISRA Bame comme partenaires de recherche. La mise en œuvre du projet reposera quant à elle, sur une démarche participative impliquant :

- Une collaboration pluridisciplinaire entre plusieurs experts de plusieurs institutions de recherche, du développement et des administrations locales.

- Un développement de compétences des acteurs locaux et leurs organisations par des formations spécifiques et des échanges d'expériences au niveau local, zonal et national.

RESULTATS ATTENDUS : Le résultat principal sera un argumentaire scientifique permettant une comparaison objective entre agriculture familiale et agro-industrie, associant des indicateurs économiques, sociaux, économique et de gouvernance.

MODE DE TRANSFERT DES ACQUIS : Le transfert des acquis se fera par les canaux suivants :

- Publication d'un ouvrage pour synthétiser les principaux résultats et propositions d'alternatives paysannes pour une large diffusion au niveau de la recherche et des scientifiques.
- Publication de brochures ("policybrief") pour une large diffusion au niveau des politiques (parlementaires, Etat, ONG).
- Organisation d'un atelier national pour présenter et partager les résultats (rapport de synthèse) avec les représentants des communautés concernées par l'étude, les autorités étatiques, les structures d'encadrement du monde rural, les ONG et institutions internationales intéressées par le thème.
- Organisation d'ateliers sous régionaux pour partager la démarche, les résultats de la recherche et les propositions d'alternatives paysannes avec les pays membres.